



Le Président du Faso accorde une interview à la chaîne de télévision égyptienne DCM/TV

Les éditions Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du mardi 13 juin 2017
7 Jrs/7

N°419

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 19.

Partenariat INERA/JICA : Le phosphate pour la promotion des cultures au Burkina Faso

Page 4



La FEME à la recherche de la paix et de la cohésion sociale

Page 2



Bientôt une industrie pharmaceutique au Burkina grâce à la coopération avec l'Egypte

Page 14



Les partis de la CODER rejettent l'avant-projet de Code électoral

Page 8

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



La FEME à la recherche de la paix et de la cohésion sociale

Région du Centre



La FEME regroupe 14 dénominations et toutes ont répondu à l'appel.

Le samedi 09 juin 2017, a été célébrée la journée nationale de la Fédération des églises et missions évangéliques du Burkina (FEME). Placée sous le thème « l'Eglise et les fidèles dans l'application de l'évangile holistique et la paix sociale », c'est le site du 75^{ème} anniversaire des Assemblées de Dieu à Ouagadougou, qui a servi de cadre pour faire la promotion de l'unité de l'Eglise et la paix sociale au Burkina Faso.

Entre louange, prière et adoration, la Fédération des églises et missions évangéliques du Burkina (FEME) entend renforcer l'unité et la paix sociale au Burkina Faso. Elle a organisé avec ses dénominations membres, une journée dite de

la FEME, ce samedi matin à Ouagadougou, pour promouvoir par une exhortation mutuelle, régulière et persévérante, l'unité de l'Eglise. Son objectif ultime est d'une part de mutualiser les efforts pour mieux exécuter l'ordre suprême du Seigneur, à savoir, annoncer la Bonne nouvelle du salut jusqu'aux extrémités de la terre et, d'autre part, de souligner l'approche holistique qui nous incombe dans la proclamation de l'évangile et la promotion de la paix sociale. Pour le Président de la FEME, le Pasteur Samuel Yaméogo, le rôle de la FEME est aussi de promouvoir la paix sociale car dit-il « la parole de Dieu dit que si tu n'aimes pas ton prochain que tu vois, tu ne peux pas prétendre aimer Dieu que

tu ne vois pas et si nous voyons que l'amour diminue, il faut de temps en temps les appeler pour que ce sentiment, cette parole soient encore mise à jour ».

Le gouvernement burkinabè est venu témoigner son soutien à la FEME dans cette quête de cohésion de cohésion sociale. Selon le ministre en charge de l'agriculture Jacob Ouédraogo, cette journée initiée par la FEME est à saluer, « le fait que l'Eglise puisse accepter prendre une journée entière pour enseigner et pour montrer qu'elle œuvre dans le sens de faire en sorte qu'il y ait un pays de paix est à saluer »

Il faut noter que cette célébration a été précédée par des

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Les autorités gouvernementales étaient présentes.

manifestations dans les chefs-lieux de région du Burkina en vue de réaffirmer l'unité des Eglises et missions évangéliques pour le salut des âmes et la promotion de la paix en tout temps et en tout lieu. A l'occasion, des conférences publiques sur divers thèmes ont été livrées à l'endroit des fidèles de l'Eglise suivi d'un défilé de toutes les couches sociales de l'Eglise.

En rappel, la FEME a pour devise Unité-Solidarité-Engagement. Elle a été créée en Août 1961 et regroupe aujourd'hui 14 dénominations représentant la quasi-totalité des protestants du pays.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info



Jacob Ouédraogo, ministre de l'agriculture.

*Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...*

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

Partenariat INERA/JICA : Le phosphate pour la promotion des cultures au Burkina Faso

Région du Centre



Le présent atelier envisage la mise sur pied d'un modèle de promotion de l'application des engrais dans les systèmes de culture.

Il s'est ouvert dans la matinée de ce lundi 12 juin 2017 à Ouagadougou, un atelier pour la mise en œuvre d'un modèle de promotion des cultures par l'utilisation du phosphate naturel du Burkina Faso. La cérémonie de lancement du projet a été présidée par le Conseiller technique du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation.

La productivité agricole au Burkina Faso rencontre des difficultés en raison de la pluviométrie instable, de la faible fertilité du sol, du faible accès des producteurs aux intrants et aux crédits, du coût élevé des engrais chimiques. C'est au vu de ces contraintes que ce projet



Enseignants-chercheurs, chercheurs, décideurs politiques et représentants de structures de développement, des sociétés privées étaient nombreux à l'ouverture de cet atelier.

La suite à la page 5

SCIENTES

La suite de la page 4

initié par l'Agence Japonaise de coopération internationale (JICA) en collaboration avec l'Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA), a été lancé ce lundi 12 juin 2017 à Ouagadougou.

Le Burkina Faso dispose d'un potentiel d'exploitation en phosphate naturel estimé à 100 millions de tonnes. La mise en valeur de cette ressource en phosphate naturel constitue un facteur important pour le développement du pays. Le projet sur la mise en place d'un modèle de promotion des cultures par l'utilisation du phosphate naturel du Burkina Faso s'inscrit dans le cadre du Partenariat de la recherche scientifique et technologique pour le développement durable,



Dr Amidou Traoré, Directeur de l'INERA et coordonnateur du projet.

promu par la JICA de concert avec l'Agence japonaise de sciences et technologie. Pour Dr Amidou Traoré, Directeur de l'INERA et coordonnateur du projet, ce projet vise la valorisation des phosphates naturels en agriculture et consistera



Photo de famille.

à la fabrication d'engrais minéraux à base de Burkina phosphate. « Il envisage la mise sur pied d'un modèle de promotion de l'application des engrais dans les systèmes de culture », a-t-il ajouté.

Il s'agira donc au cours de cette journée, de rechercher des formules de solubilisation des phosphates naturels du Burkina Faso en partenariat avec Japan International Research Center for Agricultural Sciences (JIRCAS) du Japon.

D'un coût d'environ 2 milliards de F CFA pour une durée de 5 ans, financé par la république japonaise, l'objectif global de ce projet est la valorisation des phosphates naturels du Burkina Faso. Il vise la fabrication d'engrais minéraux à base de Burkina phosphate et l'amélioration de l'application directe du phosphate naturel, et ce, en fonction des systèmes de culture. En d'autres termes, il s'agit d'élaborer des stratégies et des techniques efficaces d'utilisation du phosphate naturel du Burkina Faso. Le projet devra aboutir à l'élaboration d'un modèle applicable de promotion de cultures à travers l'utilisation d'engrais à base des

phosphates naturels de Kodjari.

Réunissant des enseignants-chercheurs, des chercheurs, des décideurs politiques, des représentants de structures de développement, des sociétés privées, cet atelier se propose d'instaurer un courant fructueux d'échanges, de réflexions, de démonstration et de coopération susceptibles d'aider à une meilleure compréhension de l'effet des apports d'engrais minéraux à base de phosphate naturel sur la production agricole et la qualité des sols.

De ce fait, il est attendu des participants leur contribution et expérience en vue d'enrichir la démarche proposée, de l'adapter à la réalité spécifique du Burkina et surtout de permettre d'identifier de nouveaux partenaires à impliquer, à mobiliser ainsi que les activités à mettre en œuvre.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

Deuxième session ordinaire 2017 Le Conseil régional a adopté son budget supplémentaire gestion 2017

Région du Centre-Nord



C'est après des réponses satisfaisantes de l'ordonnateur Adama sawadogo (micro) aux préoccupations du conseil que le budget supplémentaire 2017 a été adopté par 76 voix pour, 01 abstention et 00 contre.

Le Conseil Régional du Centre-Nord a tenu, ce lundi 05 juin 2017 à Kaya, sa deuxième session ordinaire au titre de l'année 2017. Placée sous la présidence de monsieur Adama Sawadogo, président dudit conseil, cette session a permis l'adoption du compte administratif et le compte de gestion de 2016 ainsi que le budget supplémentaire de l'année 2017.

C'est à l'unanimité que le compte administratif 2016 a été adopté par le conseil régional du Centre-Nord réuni en session ordinaire ce lundi 05 juin 2017 dans la salle de conférence dudit conseil. En conformité avec le compte de gestion du receveur

régional, il présente un résultat global de 11 516 115 Fcfa. En de fonctionnement le résultat est excédentaire de 85 535 674 Fcfa. Les recettes ayant été réalisées à un taux de 116,86% contre 62,61% en dépense. En investissement, c'est un déficit de 74 019 559 Fcfa sur un budget prévisionnel de 758 576 381 Fcfa qui a été enregistré. Ce déficit, selon l'ordonnateur, est lié aux procédures de décaissement de certains partenaires.

Après avoir affecté le résultat du compte administratif gestion de 2016, le budget supplémentaire gestion de 2017 a été adopté à 46 voix pour, 01 abstention et 00 contre, à la somme de 379 482 406 Fcfa équilibré en recettes et en dépenses.

Le conseil a été informé d'une subvention supplémentaire de 154 000 000 Fcfa accordée par le PNGT 2/3. Délibérant sur cette subvention, il a donné son autorisation pour la construction d'un bouli à Guibtenga dans la commune de Ziga à hauteur de 120 000 000 Fcfa, la réalisation de 04 forages et 04 blocs de latrines à hauteur de 34 000 000 Fcfa au bénéfice de collèges à Kaya, à Soubeira (Ziga), à Mokin-Yarcé (Boulsa) et à Tikaré.

Le conseil régional du Centre-Nord a également pris une délibération modificative de l'affectation de la subvention du Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales (FPDCT) 2017. L'enveloppe de 50 000 000

La suite à la page 7

SOCIÉTÉ

La suite de la page 6



Les services techniques financiers sont d'un appui considérable dans la mise en œuvre du budget.

Fcfa du FPDCT avait été prévue pour la réalisation d'un cafète au siège du Conseil régional, de 16 boutiques de rues respectivement dans les communes de Kaya et de Boulsa. La réalisation de ces infrastructures qui visait à accroître les ressources propres de la collectivité région a rencontré des difficultés d'obtention de terrain pour la construction des boutiques de rue. Les acteurs n'ayant pas la même compréhension sur l'utilisation des recettes qui seront générées par l'exploitation des boutiques, le conseil a réaffecté

la subvention du FPDCT pour la réalisation de boutiques de rue à Boulsa où le terrain est acquis et la réalisation de travaux de construction d'un mur de clôture de l'hôtel des conseillers, le pavage de la cour de l'hôtel ainsi que des travaux connexes.

En divers le conseil s'est félicité de la réussite de la semaine régionale du Centre-Nord tenue du 08 au 15 avril 2017. L'une des activités phares de cette semaine a été le lancement de l'appel à contribution en vue du développement des secteurs de

l'eau potable, de l'éducation et de la santé dans la région. Témoignant sa gratitude à ceux qui ont déjà contribué, le conseil a instruit de développer des stratégies avec les services techniques en vue d'une meilleure mobilisation des ressources financières.

A.I. OUEDRAOGO pour SC Info

Brève

Burkina: Les syndicats de la justice en grève, à partir de ce lundi 12 Juin 2017

Ouagadougou, le 11 juin 2017 les différents syndicats du secteur de la justice burkinabè annoncent une grève de 72 heures à compter du lundi 13 Juin 2017, pour protester contre des violences à l'endroit de leurs militants, a-t-on appris dimanche, à travers une déclaration conjointe.

L'initiative est de six syndicats de magistrats, de greffiers et des Gardes de sécurité pénitentiaire (GSP).

POLITIQUE

Les partis de la CODER rejettent l'avant-projet de Code électoral

Région du Centre



L'avant-projet de loi organique portant Code électoral a été communiqué aux partis et formations politiques le 30 mai 2017 pour requérir leurs observations.

L'avant-projet de loi organique portant Code électoral a été communiqué aux partis et formations politiques le 30 mai 2017 pour requérir leurs observations. Alors que les partis politiques s'attendaient à une discussion sur un projet de relecture du Code électoral, c'est un nouvel avant-projet de Code qui leur a été présenté. Ainsi, au regard de l'ampleur des modifications apportées dans ledit avant-projet, il était matériellement impossible de procéder à un travail en profondeur dans le délai d'une semaine imparti.

Aussi, nos observations portent sur les grandes lignes du document et sur des questions de principe dont le règlement nous paraît conditionner l'examen des aspects techniques. Il s'agit entre autres :

Des préalables

La loi nouvelle change le format de l'institution électorale en d'autorité administrative indépendante que la configuration semble rattacher à l'administration d'État. Or, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) actuelle est le fruit d'un consensus politique entre les acteurs au regard des doutes qui planaient sur l'impartialité de l'administration électorale de l'État. Le format actuel de l'institution

électorale ne peut donc pas être abandonné sans un nouveau consensus formellement arrêté par tous.

Le présent avant-projet de Code électoral est unilatéral et porte atteinte aux équilibres établis.

Des questions de principe

La Constitution est la source et le fondement des pouvoirs des institutions. Malheureusement, la loi nouvelle semble ignorer ce principe de hiérarchie des normes au moins sur trois points essentiels :

1- C'est la Constitution qui confère le caractère organique à une loi. La dénomination organique attachée

La suite à la page 9

POLITIQUE

La suite de la page 8

au projet de loi en dehors de toute disposition constitutionnelle est sans fondement légal.

2- Pour que le caractère organique soit conféré à une loi, l'institution qu'elle régit doit être préalablement constitutionalisée, ce qui n'est pas le cas de l'autorité administrative indépendante prévue par l'avant-projet de loi.

3- A ce jour, c'est le Conseil constitutionnel qui est l'institution constitutionnelle chargée des questions électorales au plus haut niveau. La dénomination de Cour constitutionnelle adoptée par l'avant-projet de loi ne trouve nulle part son fondement si ce n'est dans la Constitution de la Vème République qui est toujours en projet.

De quelques insuffisances notoires citées à titre illustratif L'article 13 de l'avant-projet de loi admet l'acte de naissance et le jugement supplétif d'acte de naissance comme documents d'identification de l'électeur. Cela constitue un grand recul au regard des avancées biométriques que notre système électoral avait atteint. Les acteurs politiques avaient exclu les documents de naissance de l'identification des électeurs en raison de leur manque de fiabilité confirmé.

L'article 382 de l'avant-projet de loi évoque la mise en œuvre progressive des dispositions relatives au vote des Burkinabè résidant à l'étranger à partir de 2020 selon des critères définis par l'autorité administrative indépendante en charge des élections. En d'autres termes, leur vote n'est pas un acquis en 2020.



Cette remise en cause du vote des burkinabè de l'étranger est une insuffisance grave inacceptable.

L'article 11 de l'avant-projet de loi charge l'autorité administrative indépendante de l'organisation des élections. Ce retour à l'organisation des élections par l'administration d'État alors que les causes qui avaient conduit à son rejet demeurent vivaces est une régression que rien ne peut justifier. C'est un recul inacceptable.

De tout ce qui précède, il apparaît que l'avant-projet de loi électorale se réfère à une constitution toujours en projet que le Gouvernement envisage de faire adopter par voie de référendum. On ne sait plus des projets de Constitution et de loi électorale, lequel précède l'autre. Aussi, les partis de la CODER rejettent l'avant-projet de Code électoral qui brise les équilibres politiques établis et méconnaît les règles qui fondent l'État

de droit, renvoie aux calendes grecques le vote des Burkinabè de l'étranger et constitue un recul démocratique inqualifiable.

C'est pourquoi ils exigent le retrait pur et simple de ce projet de loi par le Gouvernement.

En ce mois pieux de carême, que Dieu bénisse le Burkina Faso.

JUSTICE - RECONCILIATION - PAIX

Fait le 07 à Ouagadougou, juin 2017

Pour Son Rasmané la CODER Président OUEDRAOGO.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso accorde une interview à la chaîne de télévision égyptienne DCM/TV

Egypte



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accordé le vendredi 9 juin 2017, une interview à la chaîne de télévision égyptienne, DCM/TV.

Au terme de sa visite d'amitié et de travail en République Arabe d'Égypte, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accordé le vendredi 9 juin 2017, une interview à la chaîne de télévision égyptienne, DCM/TV. La journaliste a abordé deux thèmes majeurs au cours de cet entretien avec le Président du Faso : les centres d'intérêt de la coopération bilatérale entre le Burkina et l'Égypte et la lutte contre le terrorisme.

Parlant de la coopération bilatérale entre la République Arabe d'Égypte et le Burkina Faso, le chef de l'État

a dit qu'il est important que « nous développons la coopération Sud-Sud ». Dans ce cadre, a-t-il indiqué, « nous proposons d'abord l'investissement dans les ressources humaines car nous avons besoins de former nos cadres dans les domaines de la santé et de la recherche scientifique, et en la matière, l'Égypte peut nous offrir cette prestation ». Selon le Président Roch Marc Christian KABORE, le Burkina Faso a un grand besoin en matière d'infrastructures dans l'éducation, un secteur très porteur dans lequel l'Égypte peut investir. Sans oublier, a-t-il ajouté, des potentialités à explorer dans le domaine « des barrages, les infrastructures routières, l'énergie et surtout

l'énergie solaire, l'investissement dans la transformation du coton qui peut augmenter la plus-value de cette matière dont le Burkina Faso est un grand producteur ». Le secteur minier est également très porteur au Burkina Faso. Le chef de l'État a invité les investisseurs égyptiens et burkinabè à s'informer sur les possibilités qui existent de part et d'autre. « Pour renforcer les relations commerciales, il est nécessaire que les investisseurs s'informent sur les potentialités des différents pays. C'est le premier handicap que nous devons briser en faisant en sorte que les hommes d'affaires burkinabè puissent venir voir les potentialités de l'Égypte et vice versa. Une fois ce handicap brisé, on pourra renforcer

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

efficacement cette coopération commerciale entre nos deux pays ». Pour une mise en œuvre diligente des accords, « nous avons instruit les ministres des Affaires étrangères à tenir rapidement une commission mixte entre les deux pays pour établir le cadre formel dans lequel nous allons tenir cette coopération », a affirmé le Président du Faso. Il a par ailleurs profité de cette tribune pour dire aux hommes d'affaires égyptiens qu'il « existe un code d'investissement très attractif au Burkina Faso ». Abordant le volet sécuritaire, le Président Roch Marc Christian KABORE a parlé de la coopération militaire qui existe déjà entre l'Égypte et le Burkina. Il a fait comprendre qu'il est aussi important que nous « travaillons à faire en sorte que nos agences de renseignements soient en contact pour échanger régulièrement les informations. Le Burkina Faso a subi beaucoup d'attaques, une situation qui influence beaucoup l'économie ». Par conséquent, pour mieux protéger le territoire, notre pays a « déployé ses forces de défense et de sécurité dans le Nord » et pour une lutte efficace contre



Il a par ailleurs profité de cette tribune pour dire aux hommes d'affaires égyptiens qu'il « existe un code d'investissement très attractif au Burkina Faso ».

le terrorisme, « nous travaillons en synergie avec les pays de la sous-région pour plus d'efficacité ». Pour terminer l'entretien, le chef de l'Etat a confié que « nous devons unir nos efforts pour venir à bout de ce fléau. En plus, nous devons former l'élite musulmane pour que véritablement les prêches portent sur les fondamentaux de l'Islam

et des valeurs que cette religion véhicule, une religion de paix, d'amour et de tolérance ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Brève

Mission des députés burkinabè au Canada : Echanges fructueux d'expériences entre Burkinabè et Canadiens

Une délégation de parlementaires burkinabè composée des députés Ahmed Aziz Diallo, Rose Marie Romée Sawadogo /Ouédraogo, Blaise Sawadogo, Goak un Rossan Noel Toé, Karidia Zongo /Yanogo et Assétou Fofana/Yaméogo conduite par le président de l'Assemblée nationale, Salifou Diallo, a séjourné au Canada du 29 mai au 7 juin 2017 pour une visite de travail, sur invitation de la partie canadienne. Un séjour qui a permis un partage d'expériences et de bonnes pratiques parlementaires entre les députés burkinabè et leurs homologues de Québec et d'Ottawa. Les députés se sont imprégnés des bonnes pratiques parlementaires au Canada tant au niveau provincial que fédéral.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso visite les Pyramides de Giseh

Egypte,



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE poursuit son séjour au bord du Nil en Egypte.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE poursuit son séjour au bord du Nil en Egypte. Dans la matinée du vendredi 9 juin 2017, le chef de l'Etat a visité les pyramides de Gizeh, en compagnie des membres de sa délégation.

La première étape de cette sortie a été la visite d'une chambre de sépulture dans l'une des pyramides. Cette excursion présidentielle sur la nécropole de Gizeh s'est poursuivie par l'explication des différents symboles que revêt ce site emblématique. Le chef de l'Etat s'est également rendu



La première étape de cette sortie a été la visite d'une chambre de sépulture dans l'une des pyramides.

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12



Au terme de sa visite guidée, le Président du Faso a exprimé son admiration pour ces chefs d'œuvres qui sont le symbole même de l'intelligence des hommes du passé.

au pied du sphinx, qui est une statue monumentale constituée du visage humain d'un pharaon et du corps très allongé d'un lion. Au terme de sa visite guidée, le Président du Faso a exprimé son admiration pour ces chefs d'œuvres qui sont le symbole même de l'intelligence des hommes du passé. « Quand vous regardez ces édifices, vous vous demandez comment l'homme a pu les bâtir. Je voudrais saluer ici l'avance que le peuple égyptien avait. Nous sommes dans le domaine des mathématiques, c'est le domaine des réalisations à une époque où il n'y avait pas de grues pour poser des pierres les unes sur les autres. Et quand vous voyez l'intérieur des pyramides, il a été creusé sur du granite, chose qui montre la solidité de l'édifice », a confié le Président Roch Marc Christian KABORE.

Selon lui, il fallait avoir une vision futuriste pour construire de tels monuments. Et cela est à saluer : « Quand vous regardez ces œuvres, cela ressemble à de la folie, mais c'est la folie des uns qui fait le bonheur des autres. Puisqu'à l'époque c'était une folie, mais aujourd'hui les pyramides sont devenues une entrée de devises pour le pays ». Cependant, le site fait l'objet de menaces terroristes et les entrées de devises se font de plus en plus rares. Le chef de l'Etat a donc saisi l'occasion de cette visite pour déplorer le fait que le site des pyramides de Gizeh, jadis très fréquenté, soit devenu un site quasiment désert du fait de ces attaques terroristes. « Lors de notre entretien, le Président Abdel Fattah AL SISI m'a dit qu'au plan touristique, ce site rapportait à l'Egypte, une

somme de 8 milliards de dollars par an. On ne peut que souhaiter que la stabilité et la lutte contre le terrorisme portent ses fruits pour permettre à l'Egypte de pouvoir jouer son rôle d'antan et montrer les œuvres des hommes ». Les pyramides du site du Giseh ont 4500 ans d'âge. Elles sont classées au patrimoine mondial de l'humanité depuis 1979. Les trois plus grandes et plus célèbres des pyramides d'Egypte sont celles de Khéops, Khéphren et Mykérinos.

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Bientôt une industrie pharmaceutique au Burkina grâce à la coopération avec l'Égypte

Région du Centre



Près sa visite officielle en Égypte, le Président du Faso est rentré ce samedi 10 juin 2017 en début d'après-midi à Ouagadougou.

Après sa visite officielle en Égypte, le Président du Faso est rentré ce samedi 10 juin 2017 en début d'après-midi à Ouagadougou. A l'Aéroport international, il s'est prêté aux questions des journalistes sur les points saillants de cette visite d'amitié et de travail.

Le Président du Faso dit avoir répondu à une invitation de son homologue égyptien, le Président Abdel Fattah Al SISI. Il s'est agi pour les deux personnalités d'échanger sur les moyens de renforcer la



Ces discussions ont abouti, révèle le Président du Faso, sur « la possibilité dans le cadre de la coopération, de pouvoir mettre en place une industrie de fabrication de produits médicaux au Burkina Faso ».

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

coopération à tous les niveaux, notamment dans les domaines de la santé, de l'agriculture et surtout dans le domaine militaire. Ces discussions ont abouti, révèle le Président du Faso, sur « la possibilité dans le cadre de la coopération, de pouvoir mettre en place une industrie de fabrication de produits médicaux au Burkina Faso ». L'entrevue officielle entre le Président du Faso et le Président de la République Arabe d'Egypte a été prolongée par des rencontres des ministres des deux pays, dans l'optique de tenir rapidement « la commission mixte entre l'Egypte et le Burkina Faso pour définir le cadre final sur lequel, nous

allons le fonder pour avancer sur ces différents objectifs ». Ce séjour « dense », a donné l'occasion au chef de l'Etat de rencontrer les acteurs du secteur privé égyptien. Avec ces derniers, il a montré la place que doit occuper le secteur privé dans la coopération entre les deux pays. Selon le Président du Faso, cette rencontre a révélé « la nécessité de briser la première barrière qui est la méconnaissance de part et d'autre des potentialités de chaque pays ». Comme solution dans ce sens, il est envisagé « des missions de part et d'autre pour découvrir les potentialités du Burkina Faso et celles également de l'Egypte de manière à favoriser

des actions communes entre les opérateurs économiques privés pour soutenir ce que nous faisons au niveau des Etats en termes de renforcement de la coopération entre les deux pays ». Enfin, le Président Roch Marc Christian KABORE a mis à profit son séjour dans le pays des Pharaons pour rencontrer la communauté burkinabè. Plus de 200 étudiants burkinabè y poursuivent leur cursus universitaire.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

LA LIBERTÉ SOUS CAUTION

Région du Centre

1 - Notion de liberté sous cautionnement ou liberté sous caution

Le cautionnement dans le langage commun est une somme versée pour servir de garantie. En procédure pénale, il désigne une somme d'argent versée par un prévenu ou un inculpé pour servir de garantie d'une part à sa représentation en justice et d'autre part pour prendre en charge un certain nombre de frais en cas de procès. Le cautionnement est donc une somme versée par l'inculpé afin d'obtenir la mise en liberté.

C'est un substitut de la détention dans la mesure où tous deux assurent la représentation de l'inculpé et ne devrait être envisagé que dans la situation où la détention de la personne mise en cause est nécessaire.

Il est moins toutefois moins rigoureux que la détention, mais peut avoir la même efficacité selon les circonstances. La fortune remplace la personne elle-même comme gage de la justice. La sanction du non versement de la caution est la détention. La liberté sous cautionnement est

traitée dans la partie consacrée à la détention préventive du code de procédure pénale burkinabè.

Ainsi, selon l'article 145 du code de procédure pénale, la mise en liberté provisoire, dans tous les cas où elle n'est pas de droit, peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

2- L'objet de la caution

Aux termes de l'article 145 du code de procédure pénale, le cautionnement vise à garantir deux objectifs à savoir garantir : 1° la représentation de l'inculpé

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement ;

2° le paiement dans l'ordre suivant :

- a) des frais avancés par la partie civile;
- b) de ceux faits par la partie publique;
- c) des amendes ;
- d) des restitutions et dommages intérêts.

Le cautionnement n'est donc pas une somme pour la justice mais une garantie. La décision de mise en liberté détermine la somme affectée à chacune des deux parties du cautionnement.

3-La détermination du montant de la caution

La loi ne donne pas d'indication sur comment est fixé le montant de la caution. Elle se borne à préciser que le juge qui décide de subordonner la mise en liberté au versement d'une caution, dans sa décision doit indiquer la somme affectée à chacune des deux parties du cautionnement à savoir les deux objectifs sus-évoqués ;

Le juge fixe donc discrétionnairement le montant de la caution. Toutefois, l'inculpé doit être proportionné aux moyens pécuniaires de l'inculpé. Son taux doit être suffisant pour être une garantie sans être un obstacle à la liberté. Sont prises en compte dans la pratique judiciaire, les ressources de toute origine de l'inculpé, de même que sa situation personnelle, et l'importance du préjudice en cause.

Le cautionnement est fourni



en espèces, billets de banque, chèques certifiés ou titres émis ou garantis par l'Etat. Il est versé entre les mains du greffier en chef du tribunal ou de la Cour.

4-Le sort du cautionnement

Quel sort est réservé au cautionnement ? La première partie du cautionnement c'est-à-dire celle destinée à garantir la représentation de l'inculpé, est restituée si l'inculpé qui comparait, et qui s'est soumis au contrôle judiciaire et à l'exécution du jugement. Dans le cas contraire, elle est acquise à l'Etat. Néanmoins, elle est toujours restituée en cas de non lieu ou de relaxe.

Elle est acquise à l'Etat, du moment que l'inculpé, sans motif légitime d'excuse, a fait défaut à quelque acte de la procédure ou

pour l'exécution du jugement.

Néanmoins, le juge d'instruction en cas de non-lieu, la juridiction de jugement en cas d'absolution ou d'acquittement peuvent ordonner la restitution de cette partie du cautionnement. La seconde partie du cautionnement c'est-à-dire celle affectée au paiement des frais est toujours restituée en cas de non-lieu, d'absolution, d'acquittement ou de relaxe.

En cas de condamnation, elle est affectée aux frais, à l'amende et aux restitutions et dommages intérêts accordés à la partie civile, dans l'ordre énoncé dans l'article 145. Le surplus est restitué.

Source : MJDHPC

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Stratégie nationale de promotion et de protection de la jeune fille: Un référentiel pour assurer une meilleure cohérence des stratégies en cours et d'entreprendre des actions innovantes

Région du Centre



Une action salubre en ce sens que, malgré les actions menées à travers les politiques et autres projets et programmes, la situation de la jeune fille demeure préoccupante.

Le conseil des ministres en sa séance du 31 mai 2017 a adopté entre autres un décret portant adoption de la Stratégie nationale de promotion et de protection de la jeune fille au Burkina Faso 2017-2026 (SNPPJF) et de son Plan d'actions opérationnel 2017-2019. Une action salubre en ce sens que, malgré les actions menées à travers les politiques et autres projets et programmes, la situation de la jeune fille demeure préoccupante.

nombre de difficultés liées au respect des droits humains, l'accès à l'éducation, la santé et à l'emploi. De façon générale, les problèmes prioritaires identifiés en matière de promotion et de protection de la jeune fille sont entre autres, les mutilations génitales féminines, le faible accès et le maintien des filles à l'éducation et à l'alphabétisation, la persistance des violences basées sur le genre, la précarité de la situation économique de la jeune fille, les préoccupations liées à la santé sexuelle et reproductive et une faible participation à la vie citoyenne et politique.

en leur faveur l'élaboration de la stratégie vise de façon générale, à contribuer à l'épanouissement et la pleine participation de la jeune fille au développement du Burkina Faso. Il s'agit spécifiquement de :

- promouvoir l'accès des jeunes filles à l'éducation ;
- promouvoir la protection et l'assistance juridique et judiciaire de la jeune fille ;
- promouvoir l'accès de la jeune fille aux services de santé sexuelle et reproductive de qualité ;
- renforcer la lutte contre les pratiques sociales néfastes aux droits de la jeune fille
- promouvoir l'autopromotion de la jeune fille.

En effet, l'analyse de la situation de la jeune fille au Burkina Faso permet de constater que celle-ci est confrontée à un certain

Par ailleurs, étant donné qu'il n'existe pas un dispositif fédérateur au niveau national pour la coordination des actions

ANNONCE

Sciences-Campus
Centre d'Examen Européen

ed English Discoveries

Une solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne

Coût : 40 000 FCFA

Durée de la licence : 1 an

Apprentissage interactif
Interface de suivi des apprenants
Supports pédagogiques
Évaluations et certifications
Accompagnement de la mise en place de projet
Formations des enseignants

www.sciences-campus.org

Efficace, Flexible et Interactive, English Discoveries vous offre

- ✓ Un apprentissage interactif
- ✓ Une interface de suivi des apprenants
- ✓ Des supports pédagogiques
- ✓ Des évaluations et des certificats

Ouagadougou
Au Centre d'Examen Européen
Ouaga 2000 Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672 07 20 20 / 66200026
Email : contact@ebs-edu.fr

Bobo-Dioulasso
A l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies
ISC-Bobo au Centre Ville sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +22672 07 09 09 / 72 07 04 04
Email : isc@iscmail.org

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Coordonnateur**
administratif - **IRAK**

Description

FRANCE ISLAMIQUE SECOURS (SIF) est une organisation non gouvernementale de solidarité internationale basée en France. Fondée en 1991, est une organisation SIF sans but lucratif et non politique intentions pour aider, à apporter des secours et de protéger la vie de ceux qui sont menacés par des catastrophes naturelles, les conflits armés ou par l'effondrement économique. SIF apporte son aide en ce qui concerne la diversité culturelle, sans distinction d'origine, la religion ou le sexe.

Contexte de la mission:

Basé à Maiduguri, le coordonnateur de l'administration est un expert dans les domaines administratif et / ou financier et / ou la gestion des ressources humaines et sera responsable d'une équipe de gestion, sur différentes bases.

SECOURS ISLAMIQUE FRANCE is recruiting a based in Maiduguri (Nigeria)

Mission / Rôle:

Stratégie opérationnelle et coordination

Contribuer à l'élaboration de la stratégie opérationnelle de la mission: analyse du contexte et de son évolution, l'élaboration d'arbres problématiques et les solutions proposées, l'analyse des besoins des évaluations, la proposition de nouvelles actions, la budgétisation et le dimensionnement

des ressources humaines.

Pour faire partie de l'équipe de coordination (SMT)

Pour participer à l'analyse et la proposition de solutions pour toutes les décisions ayant un impact de la mission en général.

gestion de la responsabilisation

Pour assurer que les paramètres corrects du logiciel comptable

Afin d'assurer la comptabilité, non comptables et expatriés entrée de données dans le logiciel de comptabilité.

Flux de trésorerie

Pour définir et mettre à jour les procédures de flux de trésorerie et conservation (gestion de trésorerie) conformément au contexte local, de proposer des alternatives en cas d'évolution du contexte, d'autoriser et organiser des transferts de fonds sur les bases.

Pour consolider et valider les prévisions de flux de trésorerie de la mission et l'envoyer au QG.

Gestion et budgétaire financière

Pour élaborer et valider les budgets des projets.

Pour préparer le budget annuel et sa réaffectation analytique de la mission.

Pour modifier, vérifier et communiquer le suivi budgétaire mensuel (projection incluse) à l'équipe de coordination et les admin / coordinateurs de base, à remettre en question la pertinence, d'alerte et de soutenir les coordinateurs.

Gestion des ressources humaines

Pour recueillir des éléments variables de paie (temps, avance ...) sur la base, transmettre toutes les données nécessaires au service de la paie dans la capitale et être sûr que la masse salariale sera reçu.

Pour superviser la gestion et le suivi des prestations sociales reçues sur la base (maladie ...)

Pour suivre le temps de travail (les jours de congé, les congés et les heures supplémentaires), assurer que les règles de respect et de gestionnaires d'alerte si nécessaire.

Pour superviser le recrutement du personnel selon la procédure de la mission.

Gestion - RH

Pour superviser le recrutement des membres du personnel administratif: les tests élaborés et corriger, préparer et mener des entretiens techniques et de gestion.

Pour gérer les équipes **administratives: séance d'information, la planification, le suivi, la gestion, entretien de la performance, les bâtiments de capacité technique, etc.**

S é c u r i t é

Pour mettre en œuvre la politique de sécurité en collaboration avec le chef de mission.

Pour participer à l'évaluation de la sécurité générale, la définition des procédures et la mise à jour.

Représentation (sur demande HOM)

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

Pour représenter SIF dans le cadre des activités aux partenaires opérationnels et aux autorités locales ou régionales (ex: enregistrement à titre d'employeur, la sécurité sociale, l'immigration, etc.)

Pour assister à des conférences, des réunions de coordination, des réunions des groupes et des donateurs.

Compte-rendu

Pour élaborer l'administration mensuelle, des rapports financiers et de ressources humaines pour le chef de mission.

Pour élaborer l'administration, des ressources humaines et de la partie financière des rapports des donateurs selon les délais impartis.

Pour informer immédiatement le chef de mission de retard, conflit, problème rencontré dans le cadre des activités.

Proposer des améliorations aux rapports internes formats.

La liste des tâches est ni exhaustive, ni restrictive et il évolue.

Ville Erbil

Expériences / Formation du candidat

5 ans d'expérience minimum dans le travail humanitaire, y compris des expériences antérieures en tant que directeur de pays, ou sous-directeur national, ou chef du parti avec OING dans un contexte similaire.

Expérience significative de la pensée stratégique, y compris l'identification, l'analyse, la résolution de problèmes et

répondre aux opportunités et aux défis et la capacité de les traduire en plans d'action concrets.

Une vaste expérience de la sécurisation des financements extérieurs importants. Preuve de la compréhension des défis de bailleurs de fonds et la gestion des contrats et les implications pour la gestion des programmes.

Une connaissance approfondie et l'expérience de la planification du projet et la tenue du budget; proposition et rédaction du rapport.

La connaissance et la compréhension des outils de gestion de projet (analyse du cadre logique, la gestion du cycle des projets, des objectifs et des indicateurs, etc.)

Solides compétences en leadership et un style de gestion de soutien (expérience dans la gestion du personnel national et expatrié)

Solides compétences en communication, avec une excellente anglais écrit et parlé (et en français) de préférence

Capacité à comprendre l'environnement culturel et politique et de bien travailler avec des partenaires, y compris les autorités locales.

Expérience de travail dans un environnement non sécurisé responsable de la planification de la sécurité, le suivi et la gestion

Confiant et compétent dans l'utilisation de MS Office, en particulier Excel et du monde

La compréhension et l'engagement envers la mission et les valeurs de SIF

Fonctions
Organisation, Administration

Activités **E c o n o m i e , Finance, Administration**

Pays **Moyen Orient, Syrie**

Contrat **C D D**

Durée du contrat

Conditions de travail :

contrat **à** **durée déterminée** **français**

Durée: **4** **mois**

Rémunération **en fonction du profil**

perdiem **mensuel**

La sociale et **couverture médicale**

Date de début: dès que possible

Nom de la personne contact

S'il vous plaît appliquer dans le lien ci-dessous.

Secours Islamique France diversity is a wealth;

Nous étudierons toutes les applications avec les compétences requises pour le poste.

Postuler en ligne **<https://goo.gl/forms/FYYj3qhZX2UWegeX2>**

Date de fin de validité **15/06/2017**

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: ERT – Nutrition
C o o r d i n a t o r**

Description

C O N T E X T E :

La préparation d'urgence et d'intervention IRCs (EPRU) anime et supervise la préparation aux urgences mondiales et les activités de IRCs réponse. La mission du EPRU est de répondre aux besoins immédiats de survie et réduire la souffrance dans un conflit ou une catastrophe des populations touchées pendant la phase aiguë d'une urgence. Le EPRU travaille également dans les situations d'urgence prolongées, où le risque à la vie peut être réduite, mais la population est encore soumis à des violations des droits et un manque de services de base. Le EPRU est également chargé d'améliorer le niveau mondial et IRCs les capacités nationales de préparation aux urgences. L'équipe d'intervention d'urgence sert de l'équipe permanente de professionnels spécialisés prêts à se déployer en cas d'urgence dans les 72 heures.

les programmes de nutrition à l'IRC: L'objectif de l'équipe de nutrition IRC est de soutenir les programmes de pays pour accroître l'accès et la couverture des interventions de nutrition efficaces et adaptés pour que les femmes et les enfants sont protégés contre et traités pour malnutrition. La programmation de base de l'équipe de nutrition comprennent la gestion communautaire de la malnutrition aiguë et infantile

et les jeunes programmes d'alimentation des enfants. L'équipe de nutrition IRC mène des efforts dans l'élaboration de stratégies de transformation pour le traitement des enfants souffrant de malnutrition en mettant un traitement à la portée des personnes qui en ont besoin grâce à l'intégration du traitement de la malnutrition dans la gestion communautaire des cas et un traitement unificateur pour la malnutrition modérée et sévère en testant un protocole de traitement combiné.

CHAMP D' APPLICATION DE TRAVAIL:

Le personnel de l'IRC ERT devrait être déployée sur le terrain, que ce soit à titre d'urgence ou de mèches, jusqu'à 65% du temps (7-8 mois par an) et doit être en mesure de déployer sur le site d'urgence dans les 72 heures suivant la notification. Entre les deux déploiements d'urgence, le coordonnateur de la nutrition ERT est chargé de soutenir les programmes de nutrition dans les pays où l'IRC mène des programmes de santé et de nutrition à long terme. Le soutien sera fourni en collaboration avec le Conseiller technique principal - Nutrition (STA-nutrition), et de la **nutrition Conseillers techniques (AT) et des spécialistes.**

Le coordonnateur de la nutrition ERT sera déployée en cas d'urgence qui nécessitent une réponse nutritionnelle complète. Lorsqu'ils sont déployés, il / elle fera rapport

au ERT directeur sur le terrain, et entre les déploiements, à la STA-nutrition. Le coordonnateur de la nutrition ERT, lorsqu'il est déployé à une situation d'urgence, devrait lancer rapidement une réponse de la nutrition de qualité, y compris la sécurisation d'une base d'opérations, le recrutement du personnel, la réalisation d'évaluations rapides, la gestion du stock de la nutrition d'urgence une fois qu'il est sur le terrain, et assurer la liaison avec d'autres organismes. Le coordonnateur de la nutrition d'urgence sera responsable de tous les aspects de la programmation de la nutrition d'urgence, en particulier la gestion communautaire de la malnutrition aiguë (PCMA) et du nourrisson et du jeune enfant en cas d'urgence (IYCF-E), et assurera des lignes directrices nationales et internationales sont respectées ainsi que respecter les normes de qualité et d'assurer la surveillance axée sur les résultats / évaluation.

S / il sera chargé de se tenir au courant des meilleures pratiques. Le coordonnateur de la nutrition ERT documentera les réponses de nutrition d'urgence de l'IRC et les données actuelles et les leçons apprises lors des réunions professionnelles et aux autres forums, et participera à la nutrition liés à des initiatives interinstitutions pertinentes.

R E S P O N S A B I L I T É S :

Réponse d'urgence

* Soyez prêt à être déployé

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

dans les 72 heures; les déploiements d'urgence ont la priorité sur les autres fonctions;

*** Diriger la planification, la mise en œuvre et l'analyse des évaluations nutritionnelles rapides à grande échelle /**

émergences complexes et formuler des recommandations prioritaires pour les interventions de nutrition à l'administrateur principal ERT Champ / d'urgence;

*** Réponses du programme de nutrition de conception et de stratégie, y compris les zones géographiques d'intervention;**

*** Coordonner les réponses de nutrition d'urgence de l'IRC avec les autorités locales, les organismes, les donateurs et les autres parties prenantes, et représenter l'IRC dans les forums pertinents dans des endroits où mobilisables;**

*** Coordonner étroitement avec la santé de l'IRC, l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire, et d'autres équipes concernées pour assurer une programmation intégrée dans tous les secteurs**

*** assurer que les programmes actifs de sensibilisation communautaire sont mis en place pour accroître la couverture des programmes de nutrition**

*** pilotes et tester de nouvelles approches dans le traitement de la malnutrition aiguë dans les situations d'urgence**

*** Élaborer des propositions techniques et les budgets des donateurs internationaux, le**

travail en étroite collaboration avec des subventions de l'IRC et le personnel des finances pour finaliser les propositions et répondre à toutes les demandes de renseignements supplémentaires;

*** Assurer l'entretien et la gestion des produits de nutrition et des stocks et d'assurer la bonne mobilisation des éléments pertinents du stock en cas d'urgence;**

*** Gérer directement et / ou superviser les coordonnateurs dans la gestion des subventions / mise en œuvre du programme, y compris le recrutement du personnel et de la formation, le développement plan de travail, les achats et la planification des stocks et la gestion du budget;**

*** Préparer des rapports de haute qualité et en temps opportun des donateurs et de gestion sur les subventions et les activités de nutrition;**

*** La conception et la mise en œuvre des systèmes de suivi et d'évaluation de la nutrition appropriées, conformément aux protocoles nationaux / internationaux**

*** Assurer la conformité à la politique de l'IRC et des procédures dans toute l'équipe du programme et des activités;**

*** En collaboration étroite avec la gestion des pays et des unités de défense mondiales, identifier, développer et mettre en œuvre des**

stratégies pour répondre aux priorités de plaidoyer IRC;

*** Les médias de soutien et des activités de communication à la demande du directeur ERT Champ / CD / in-pays chef de file d'urgence;**

*** Évaluer et fournir des commentaires sur les stratégies d'urgence post nutrition et plans de transition pour la programmation IRC;**

*** Fournir un transfert complet au successeur, notamment en assurant le transfert de tous les documents liés, les données de suivi des programmes et information sur le rendement du personnel.**

*** Constamment surveiller de manière proactive et / évaluer la sécurité et la sécurité de l'équipe; signaler rapidement des préoccupations ou des incidents à la gestion de l'IRC et assurer la liaison avec les dirigeants communautaires et d'autres parties externes au besoin pour maintenir / améliorer l'environnement de sécurité pour les programmes IRC**

Préparation aux urgences

*** Recherche et communiquer de nouvelles approches et les meilleures pratiques en matière de programmation d'intervention d'urgence de la nutrition; agir en tant que représentant IRC dans la nutrition connexes interorganisations et des forums et des initiatives mondiales;**

*** Travailler avec EPRU et**

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

programme HQ personnel technique pour diriger le développement des préparatifs d'urgence de la nutrition et des stratégies et des outils d'intervention;

*** Diriger ou participer à l'élaboration et la gestion des propositions de financement mondiales pour soutenir la préparation aux urgences;**

*** Travailler avec les programmes de pays pour mettre en œuvre la préparation aux urgences de la nutrition et de la réponse dans les pays sélectionnés IRC; le soutien au renforcement des capacités du personnel de l'IRC sur IYCF-E et la programmation PCMA;**

*** Contribuer au développement continu des stocks d'urgence de nutrition appropriées et rentables, la révision de la liste des stocks conformément aux enseignements tirés dans le domaine et la reconstitution de surveillance.**

Responsabilités non urgentes

*** Lorsqu'ils ne sont pas déployés, appuyer les initiatives conjointes comme convenu avec l'équipe de la nutrition et les EPRU**

programmes de nutrition
 * de soutien dans les pays identifiés par la STA-nutrition en mettant l'accent sur la mise en œuvre de la PCMA et IYCF-E et la préparation de la nutrition d'urgence par des contacts réguliers et visites sur le terrain, en collaboration

avec la nutrition / AT STA;

*** Identifier les lacunes programmatiques dans les programmes de pays ci-dessus et de formuler des recommandations sur les aborder;**

*** Programmes nationaux de soutien à mettre en œuvre des enquêtes de surveillance de routine et assessments tels que l'évaluation semi-quantitative de l'accès et des évaluations couverture (SQUEAC), les enquêtes de IYCF et enquêtes SMART**

*** Collaborer avec d'autres collègues du Bureau de santé dans le développement et l'amélioration de la stratégie de nutrition IRC, la politique de la nutrition et de la nutrition des ressources techniques;**

*** Prendre sur d'autres projets spéciaux négociés avec le superviseur normes professionnelles**

* L'ensemble du personnel IRC sont tenus de se conformer aux normes WayIRC pour la conduite professionnelle et les politiques de l'emploi des pays IRC.

Qualifications de l'emploi:
 Education: Maîtrise / études supérieures en nutrition santé publique / Global Nutrition ou connexes degré de nutrition est nécessaire.

Expérience professionnelle: Un minimum de 3 années d'expérience sur le terrain nutrition humanitaire à la gestion

du programme senior nutrition / niveau de coordination

Compétences et de ses compétences:

*** Doit avoir une expérience de terrain dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la gestion communautaire de la malnutrition aiguë et infantile et les jeunes programmes d'alimentation des enfants au minimum;**

*** Démontrer une expertise technique dans les enquêtes et les évaluations en particulier l'évaluation SMART, IYCF et l'évaluation semi-quantitative de l'accès et la couverture (SQUEAC) un plus;**

*** Expérience de travail avec les bailleurs de fonds, rédaction de propositions, et la conception des programmes;**

*** Compétences de communication, y compris la possibilité d'écrire et de présenter;**

* Engagement manifeste à renouveler et à maintenir la monnaie avec les meilleures pratiques;

* Solides compétences organisationnelles: la capacité de travailler de façon autonome et productive dans un environnement rythmé rapide;

* Compétences interpersonnelles dans un environnement multiculturel et de l'expérience du personnel de soutien de haut niveau.

* Les personnes et les

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

compétences de gestion des programmes efficaces dans les situations d'urgence aiguë: la capacité de former, diriger et gérer le personnel productif dans des conditions de stress;

* **Attitude de travail flexible: Soyez flexible et fiable et encore concentré** dans un environnement de l' évolution des exigences;

* **La disponibilité et la volonté de voyager 65% du temps à des endroits régionaux** et internationaux (à court préavis extrême (dans les 72 heures) en cas d'urgence);

Compétences linguistiques: maîtrise de niveau professionnel en anglais parlé et écrit; la maîtrise d'une française, plus

Ville New York

Fonctions Autre , Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Autre,Droit,Santé

Pays Amérique du Nord, Etats-Unis

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

N é g o c i a b l e

Postuler en ligne

<http://www.aplitrak.com/?adid=a2F0cmluYW1pbGxlci45MzYyMy42MTc3QGlyYy5hcGxp dHJhay5jb20>

Date de fin de validité 01/08/2017



Avis de recrutement

Poste: Service civique du réseau animateur régional (H/F)

Description

L'ONG Plan International intervient dans 52 pays en développement pour un monde plus juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles.

Pour leur donner les moyens de construire leur avenir, 2 606 projets de développement, qui bénéficient à 100,5 millions d'enfants, sont actuellement conduits grâce aux dons de particuliers, parrainages d'enfants, mécénats d'entreprises

et subventions publiques.

Fondée en 1993, Plan International France est une fondation reconnue d'utilité publique, membre du réseau Plan International, et forte de 31 salariés et d'une centaine de bénévoles.

Grâce à ses 40 000 donateurs, Plan International France finance de nombreux programmes destinés à donner aux enfants un avenir meilleur

CONTEXTE DU SERVICE CIVIQUE:

Le/la volontaire jouera un rôle essentiel d'interface entre le réseau des bénévoles en région et l'équipe Animation

Régionale (2 personnes) de Plan International France, facilitant auprès des Délégués départementaux (9 personnes) le déploiement des événements de plaidoyer et collecte en région.

MISSION :

Développer et consolider son réseau de bénévoles de l'animation régionale ; de développer des événements de sensibilisation et de collecte de fonds en région, le volontaire au service civique appuiera la chargée de l'animation régionale dans les missions suivantes :

Former les délégués et bénévoles et veiller au bon respect des procès internes (via le guide

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

du délégué et du bénévole)

Assurer le suivi des activités quotidiennes des délégations et la transmission d'informations (points mensuels écrits, échanges emails et téléphoniques quotidiens, déplacements en région)

Animer le réseau des bénévoles (participation à l'organisation des séminaires, rédaction des newsletters des régions, inviter les bénévoles aux évènements)

Renforcer la visibilité du réseau et des évènements en région par des actions de communication

Participer au développement des actions de sensibilisation et de collecte de fonds en région (intervenir lors de séances de sensibilisation, suivre les actions de prospection des bénévoles, assister à des évènements en région)

En interne, travailler de manière transverse avec les différents services du siège afin d'assurer la bonne avancée des projets évènementiels organisés

en région (le volontaire au service civique est le lien entre les Délégués et les autres collègues du Siège

QUALITES DU CANDIDAT :

Excellentes qualités relationnelles (bienveillance et empathie), sens de l'écoute et du service

Excellente expression écrite et orale

Méthodique, organisé et rigoureux

Engagement pour le monde associatif, esprit d'équipe

Localisation : Paris 75017

Contrat : Service civique (10 mois – 28h/semaine)/ Du lundi au jeudi (mais à moduler selon l'actualité des évènements en région) – Prévoir 2 jours de déplacement par mois maximum.

Période : Dès que possible

Rémunération mensuelle : 573 euros, 50% transport et tickets restaurants

Documents : Merci d'envoyer CV et lettre de motivation avec la référence AR à recrutement@plan-international.fr

La politique de recrutement de Plan International France s'inscrit à faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap

Fonctions Animation Formation

Activités Animation, Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat Volontariat / service civique

Documents à envoyer

CV + Lettre de Motivation

Email de la personne contact recrutement@plan-international.fr

Date de fin de validité 31/07/2017



Avis de recrutement

Poste: Physiothérapeute thérapeute formateur / mentor dans la gestion des victimes de la torture / violence sexuelle

Description

Handicap International a développé des partenariats stratégiques avec des organisations humanitaires médicales depuis 2010

afin d'améliorer l'accès aux premiers services de réadaptation physique ainsi que la physiothérapie spécialisée suivis des conditions médicales résultant de la violence et la torture.

Le partenaire médical de Handicap International a mis en place un projet de réhabilitation mentale et médicale pour les

migrants sous la modalité de prestation de soins dans une clinique, il vise à assurer un meilleur accès des migrants aux soins de santé physique et mentale. Une proportion importante des patients vus à la clinique ont été victimes de violence sexuelle basée sur le genre (SGBV), les mauvais traitements et la torture. Les

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

patients qui viennent à la clinique par des activités de promotion de la santé dans les collectivités et / ou la présentation de soi sont visées d'avoir accès à des conseils de santé mentale, les soins psychiatriques, de réadaptation physique et d'investigation gynécologique

Le centre vise à fournir une approche multidisciplinaire pour faire face à ces questions, y compris les conséquences médicales de la violence, SGBV et de mauvais traitements. En outre, il vise également les professionnels locaux - dont des gynécologues, des infirmières, des promoteurs de la santé, travailleurs sociaux, des psychiatres, des physiothérapeutes et des psychothérapeutes - qui travaillent soit un jour après jour dans la clinique du centre. Pour son service de physiothérapie actuel est composé de 5 PT national et a une capacité de desservir jusqu'à 40 patients par jour comme modalité de thérapie individuelle et de groupe, développement pour répondre à de nouveaux patients et la rationalisation des capacités est nécessaire, ainsi que la capitalisation des résultats de ces soins par la mise en réseau et la recherche opérationnelle et d'analyse.

Pour plus d'informations sur les travaux de Handicap International, s'il vous plaît visitez le site Web HI www.handicapinternational.be.

Analyser, améliorer et assurer la qualité continue des services du projet par les meilleures pratiques de soins de physiothérapie (PT) en conformité avec les protocoles MSF, les procédures et les lignes directrices de l'évaluation par l'apport sortie du patient.

participer activement au développement continu et la mise en œuvre de l'approche de l'équipe multidisciplinaire (MDT) pour les soins aux patients.

Superviser directement, mentor et soutien 5 cliniciens PT.

Se conformer à toutes les exigences administratives et de gestion du projet et de répondre aux demandes de gestion aux fins d'enquête, d'analyse et de réponse à l'expansion future du projet.

Expériences / Formation du candidat

D i p l ô m e :

- **baccalauréat d'une école agréée / approuvé pour la physiothérapie.**

Expérience requise:

- **Vaste expérience (au moins 3 ans) en tant que physiothérapeute avec une solide expérience orthopédique et compétences ultérieures de gestion de la douleur, psychomotricité pour les adultes.**

- **Compréhension et expérience mise en œuvre**

des interventions de physiothérapie culturellement adaptés aux personnes qui ont subi des traumatismes physiques et mentaux.

- **Expérience avec les victimes de mauvais traitements et des réseaux de plaidoyer sur la prévention torture préférée (dans le développement / mise au point).**

- **Expérience de supervision et des physiothérapeutes de coaching.**

- **Expérience en coopération de travail avec interprète**

- **Connaître les différents groupes ethniques et la compréhension de la facilitation / interprétation des animateurs culturels tout en effectuant l'évaluation / traitement**

Qualité du candidat

Exigences générales:

- **Capacité à gérer l'équipe des ressources humaines**

- **Faire preuve de diplomatie et patient, mais aussi persistante**

- **Il aime l'enseignement et à l'écoute des autres**

- **Capacité d'organiser et de hiérarchiser la charge de travail, à l'aide d'initiatives, le cas échéant**

- **Compréhension et expérience dans le développement et la fourniture de connaissances adaptées et les compétences mises à jour pour les professionnels de**

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

la physiothérapie à l' aide au travail, séance d' information et à l' épaule aux approches d' apprentissage épaule.

• **La flexibilité, l' adaptabilité, la diplomatie et l' autonomie pour travailler au sein d' une organisation partenaire local.**

• **faire preuve de souplesse pour adapter à l' évolution des exigences du programme et le climat politique.**

• **Compétence dans les programmes Microsoft Office Word, Excel et PowerPoint.**

• **d'adapter flexible et capable rapidement aux changements du projet.**

• **esprit d'équipe**

• **Capacité à réfléchir sur les normes sociales et culturelles**

• **résilience de l' équilibre auto - forte / psychologique dans le travail avec les personnes traumatisées**

• **Parlant couramment l'anglais. Arabe un atout très fort**

• **Capacité à vivre en vertu des règlements de sécurité dans organigram**

Fonctions A u t r e , Technicien spécialiste

Activités Autre,Santé,Social

Pays Moyen Orient

Contrat C D D

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=1985&idpartenaire=130

Date de fin de validité 30/06/2017

International

Quattara à l'Elysée: Paris et Abidjan vont renforcer leur coopération

La France et la Côte d'Ivoire vont «—renforcer dans les prochaines semaines, de manière concrète, leur partenariats militaire et dans le renseignement—» pour «—gagner la bataille contre le terrorisme—», a annoncé dimanche 11 juin Emmanuel Macron après avoir reçu son homologue ivoirien Alassane Ouattara.

Sénégal: Macky Sall reçu par le président français Macron

Le président ivoirien Alassane Ouattara ce dimanche 11 juin, le roi du Maroc Mohamed VI en milieu de semaine et Macky Sall ce lundi 12 juin : si l'actualité française se concentre sur les législatives, Emmanuel Macron engage lui ses relations avec différentes chefs d'Etat africains. Et c'était une volonté du président français qui souhaitait rencontrer son homologue sénégalais rapidement.

Révision de la Constitution au Mali: la résistance s'organise

Au Mali, la contestation autour du projet de révision constitutionnelle se structure et prend de l'ampleur. Dimanche, une plateforme d'opposants a été créée pour mutualiser la lutte, explique les organisateurs.Des partis politiques traditionnels, d'opposition certes, mais aussi de la majorité parlementaire, des députés, des groupes de la société civile, des artistes, tous se sont réunis pour définir le cadre de la lutte à venir pour les trois prochaines semaines, avant le référendum.

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

10/06/2017 AU 17/06/2017 Groupe II

1	Aéroport	25 31 42 22	14	Heera	25 31 66 10	27	Providence	25 31 86 48
2	Amaro	25 34 33	15	Jabnéel	25 44 78 70	28	Rood Wooko	25 30 88 90
28			16	Jourdain	25 36 06 86	29	Sangoulé Lamizana	25 41 13 00
3	Ar-rahma	25 35 09 86	17	Karpala	25 37 14 14	30	Schifeyi	25 40 27 42
4	Augustine	25 37 61 00	18	Koulouba	25 31 19 18	31	Sig-Noghin	25 35 09 77
5	Barwende	25 40 85 90	19	La Famille	25 43 06 85	32	Sigri	25 41 21 48
6	Boulmiougou	25 43 12 68	20	Marlass	78 55 00 52	33	Sud	25 38 42 82
7	Cité An III	25 33 19 66	21	Martin	25 50 84 59	34	Talba	25 36 22 25
8	Dapoya	25 31 32 01	22	Meteba	25 33 53 33	35	Tanko	25 35 15 57
9	Delwindé	25 36 72 80	23	Nayyira	25 48 18 41	36	Univers	25 41 99 65
10	Denisa	71 82 76 60	24	Neima	25 35 56 82	37	Wati	25 38 52 92
11	Faso	25 38 19 29	25	Nemadis	25 37 30 41	38	Yobi	25 31 16 30
12	Flayiri	25 40 73 44	26	Progrès	25 43 01 62			
13	Hamdalaye	25 34 36 94						

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjuman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO